

"L'Europe sera-t-elle victime de son propre élargissement?" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (14 avril 1977)

Légende: En avril 1977, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung s'inquiète des difficultés liées à un possible élargissement de la Communauté économique européenne (CEE) vers l'Europe du Sud.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Eick, Jürgen; Welter, Erich; Fack, Fritz Ullrich; Deschamps, Bruno; Fest, Joachim; Reißmüller, Johann Georg. 14.04.1977, Nr. 86. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Wächst Europa sich zu Tode?", auteur: Stadlmann, Heinz, p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays. Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_europe_sera_t_elle_victime_de_son_propre_elargissement_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_14_avril_1977-fr-7c4f5bab-eb8e-4262-a22f-dfcc7597f91.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

L'Europe sera-t-elle victime de son propre élargissement?

par Heinz Stadlmann

Politiquement compréhensible – économiquement impossible. Cette courte formule résume les opinions exprimées par la plupart des pays membres de la Communauté européenne au sujet de la demande d'adhésion du Portugal. Dans les déclarations officielles des gouvernements, cela est exprimé de façon un peu plus sympathique, mais le scepticisme est perceptible chez bon nombre d'entre eux. La Communauté économique, qui souffre du reste de faiblesses internes, se trouve ainsi de nouveau confrontée à la question de savoir s'il est vraiment possible d'intégrer de nouveaux membres sans avoir au préalable consolidé sa position actuelle. D'ici à quelques mois, une demande d'adhésion de l'Espagne devrait succéder à la requête du Portugal, tandis que les modalités d'intégration de la Grèce font l'objet de négociations depuis l'automne dernier déjà.

Les expériences vécues lors du premier élargissement de la Communauté ne furent pas encourageantes. Depuis que l'Angleterre, l'Irlande et le Danemark ont intégré la CEE en 1973, le développement interne n'a plus progressé. À l'époque déjà, on avait émis l'opinion que l'état à demi-terminé de la Communauté des Six ne supporterait pas de charge supplémentaire, alors qu'elle devait par la force des choses accueillir trois nouveaux membres. Il est inutile de débattre du fait que les six membres fondateurs y seraient effectivement arrivés seuls. On a opté pour l'élargissement pour des raisons essentiellement politiques. C'est pourquoi ceux qui affirment aujourd'hui que la décision initiale sur l'élargissement de la Communauté aurait déjà été prise à la fin des années soixante ont raison. Mais la différence essentielle est que, avec l'Angleterre et le Danemark, des pays performants sur le plan économique rejoignaient la Communauté, répondant ainsi aux conditions prévues par la CEE. L'Irlande constituait un cas particulier en raison de ses relations étroites avec l'Angleterre. Le Portugal et la Grèce sont des pays en voie de développement qui auront besoin de beaucoup de temps encore avant d'atteindre le niveau de vie moyen de la Communauté.

Des préoccupations d'ordre politique viennent se greffer aux arguments économiques. M. Thorn, Premier ministre luxembourgeois, qui est de plus en plus perçu comme la conscience critique de la Communauté, voit le danger du délayage. Il a exprimé la crainte que la rapide approbation de certains pays à l'adhésion du Portugal vise uniquement à dissimuler les problèmes internes de la Communauté. Deux anciens présidents de la CEE ont formulé leurs circonspections de façon encore plus claire: le français Ortoli a parlé d'un «risque physique» pour la Communauté dans sa forme actuelle; le Belge Jean Rey a déclaré qu'un élargissement ne pouvait aller de pair qu'avec un renforcement de ses institutions. Une des études les plus poussées sur ce sujet, menée par les Anglais, en arrive à la conclusion que la Communauté court le risque de sacrifier le concept d'union au profit d'une alliance informelle.

Les analystes et spécialistes politiques sont d'accord sur un point: la capacité de fonctionnement de la Communauté, déjà maintenant fréquemment remise en question, ne sera plus du tout garantie avec douze membres sans l'introduction de décisions à la majorité. Les intérêts toujours divergents amenés par les évolutions économiques différentes ne laissent pas encore présager d'accord. Et personne ne croit que l'on pourrait maintenant arriver à se mettre d'accord sur les décisions à la majorité. Aucun des grands pays n'est disposé à se laisser «majoriser» quand il s'agit de défendre ses propres intérêts – même pas la République fédérale. Les opposants à l'élargissement se trouvent donc dans une situation fatale: des décisions à la majorité dans l'intérêt d'une meilleure capacité de fonctionnement ne pourront pas être imposées. La Grèce, le Portugal et l'Espagne, pays pour lesquels l'adhésion à la Communauté est un instrument important dans la lutte pour le développement de formes démocratiques de gouvernement, devront-ils être rejetés pour autant?

Il est évident que les trois États misent tout sur la carte politique. Évaluant correctement la situation de nécessité des Européens, le ministre portugais des Affaires étrangères a déclaré que la Communauté devait décider si elle voulait être un club de nations mûres ou un groupement pour les pays démocratiques européens. Pour le Premier ministre Karamanlis, au besoin de stabilisation de la politique intérieure s'ajoute l'accroissement de la sécurité contre les Turcs. La primauté politique est si manifeste que les aspects économiques sont complètement supplantés.

L'ajournement des considérations économiques peut coûter cher à la Communauté et peut-être même aux pays candidats à l'adhésion. L'élargissement vers le Sud amène un changement radical pour le marché agricole commun qui ne pourra pas survivre à ce processus. Il s'effondrera sous le poids des coûts et des excédents. Malgré de longues périodes de transition, les pays candidats à l'adhésion étant encore en train de reconstruire leur industrie seront confrontés à la concurrence, dont ils ne se font manifestement pas une bonne idée. L'espoir d'une union économique et monétaire doit définitivement être abandonné. Une politique économique commune ne peut être réalisée avec de si sérieuses différences économiques. Il reste à voir si le bénéfice politique qui peut être retiré de ces sacrifices restera en outre dans un rapport équitable. Ce qui se prépare maintenant est peut-être le début de la fin de la Communauté économique européenne.